

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

17 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N° 2022-112-DC

Le dix-sept novembre deux mille vingt-deux à 18 heures, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le 10 novembre deux mille vingt-deux.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN (de 099 à 123), Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA (de 099 à 111), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT (de 099 à 118), Didier ROUSSEAU, Armel FROGER (de 099 à 118), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET (de 099 à 117), Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU (de 099 à 116), Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL (de 099 à 117), Gilles BARDIN (de 099 à 118), Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND (de 099 à 114), Michel DELPHIN, François BREE, Patricia COCHET, Éric POEHR, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Bruno PROD'HOMME, Christophe CARDET, Arlette BOURDIER, Sylvie TAGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY

Absent (s) / Excusé(s) :

Marc BONNIN, Christian RUAAULT, Gérard POLICE, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Sylvie BEILLARD, Nathalie MORON, Nathalie SECOUE, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, Isabelle DEVAUX, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Géraldine LE COZ, Gaëlle FAURE, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Armel FROGER à Sylvie PRISSET (de 119 à 125), Gérard POLICE à Éric MOUSSERION, Sylvie BEILLARD à Éric TOURON, Nathalie MORON à Michel PATTEE, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Isabelle DEVAUX à Sophie TUBIANA (de 099 à 111), Noël NERON à Béatrice GUILLON, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Patricia VILLARME à Bertrand CHANDOUINEAU

Secrétaire de séance : Guy BERTIN

	DC 099 à 111	DC 112 à 114	DC 115 à 116	DC 117	DC 118
Membres en exercice	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41
Présents	63	62	61	60	58
Absents - Excusés	18	19	20	21	23
Pouvoirs	9	8	8	8	8
Votants	72	70	69	68	66

	DC 119 à 123	DC 124 à 125
Membres en exercice	81	81
Quorum	41	41
Présents	55	54
Absents - Excusés	26	27
Pouvoirs	9	9
Votants	64	63

EXPIRATION DE LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT (CPA) PETITE CHAMPAGNE PASSÉE ENTRE ALTER CITES et la CASVL – RETROCESSION DU FONCIER APPARTENANT A ALTER Cités

La Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement, devenue depuis le 1er janvier 2017, après fusion-extension, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, a confié à ALTER Cités (ex-SODEMEL), dans le cadre d'une Convention Publique d'Aménagement approuvée le 24 mai 2002, l'extension du Parc d'Activités La Petite Champagne à Doué-la-Fontaine.

Dans le cadre de sa politique en matière de développement économique, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a décidé de procéder à l'aménagement du Parc d'Activités de la Petite Champagne sur le territoire de la commune de Doué-en-Anjou.

Par délibération en date du 24 mai 2002, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a décidé de confier à ALTER Cités, l'établissement des études pré-opérationnelles puis la réalisation dudit parc d'activités.

La Convention Publique d'Aménagement fixant les modalités d'intervention d'ALTER Cités a été signée le 17 juin 2002, laquelle a été suivie d'un avenant.

ALTER Cités s'est, dans ce cadre et en vue de la réalisation de ladite opération, portée acquéreur de multiples parcelles comprises dans le périmètre d'aménagement délimité aux termes de la Convention Publique d'aménagement.

ALTER Cités, qui a aménagé et revendu une partie de ces terrains, reste à ce jour propriétaire de différentes parcelles figurant au cadastre sous les références suivantes :

Référence cadastrale	Lieu dit	Contenance cadastrale
ZI n°553	LA PETITE CHAMPAGNE	1 000 m ²
ZI n°615	LA PETTE CHAMPAGNE	3 919 m ²
ZI n°613	LA PETITE CHAMPAGNE	3 793 m ²

La parcelle cadastrée ZI n°613 est actuellement sous compromis de vente. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire se substituera à ALTER Cités pour ladite cession au profit de la SARL Mauneau Automobiles.

La Convention Publique d'Aménagement sus-énoncée étant arrivée à son terme en juin 2022, il convient, conformément aux dispositions de l'article 3 de ladite convention, de procéder à la rétrocession par ALTER Cités de l'ensemble des biens susvisés au profit de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Ledit transfert de propriété interviendra, comme prévu, au prix d'un euro.

Il est en conséquence demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir se prononcer sur ce transfert de propriété.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5216.5,

Vu la Convention Publique d'Aménagement en date du 17 juin 2022 confiant à ALTER Cités la réalisation du « Parc d'activités de la Petite Champagne »,

Vu le plan de propriété établi par le géomètre expert de l'opération (Cabinet INITIO CONSEIL) le 24 mai 2022,

Vu la promesse synallagmatique de vente en date du 6 mai 2022, non encore réitérée par acte authentique, aux termes de laquelle ALTER Cités s'est engagée à vente à la société dénommée la SARL Mauneau Nicolas Automobiles, dont le siège social est situé 20 rue de Cholet – Doué la Fontaine 49700 DOUE-EN-ANJOU, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Angers sous le numéro 842 547 770, un lot dudit lotissement de la Petite Champagne situé à Doué-en-Anjou.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'ACCEPTER** la rétrocession par ALTER Cités, société anonyme d'économie mixte, au capital de 3.520.017.60 €, dont le siège social est situé à ANGERS (49100) 48C Boulevard du Maréchal FOCH, inscrite au registre du commerce et des sociétés d'Angers sous le numéro n0058 201 526, au profit de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, de l'ensemble des parcelles susvisées au prix d'un euro.
- **DE S'ENGAGER** à reprendre et exécuter, conformément à l'article 3 de la Convention Publique d'Aménagement susvisées, le compromis de vente signé en date du 6 mai 2022, sus-énoncé, au profit de la SARL Mauneau Nicolas Automobiles,
- **DE DÉSIGNER** Maître Jammes, notaire à Doué-en-Anjou, pour procéder à la signature de l'acte authentique constatant le transfert de propriété ; les frais résultants de cette cession seront, d'un commun accord, à la charge de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,
- **D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à signer l'éventuel avant contrat, l'acte authentique et, plus généralement, toutes les pièces nécessaires à la réalisation de ce transfert de propriété ainsi que la vente à intervenir au profit de la SARL Mauneau Nicolas Automobiles.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 70

Contre :

Abstention :

Date d'affichage :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »